La circulation du livre au Canada sous la domination française

François Melançon [†]

INTRODUCTION

L'histoire du livre s'est développée à pas de géant, au cours des trente dernières années. Objet de curiosité des collectionneurs, support négligé des oeuvres étudiées par les littéraires, document d'archives, véhicule du savoir scientifique et objet de classification des bibliothécaires, le livre est progressivement devenu un objet d'étude en soi. D'abord emporté en France par la vague quantitative qui accompagne la marche conquérante de l'histoire socioéconomique, il se soumet peu à peu aux regards anthropologique et bibliographique privilégiés par les chercheurs américains et britanniques, de même qu'aux approches suggestives des théoriciens littéraires allemands. Au fil des années, l'étude du livre est donc devenue un champ de recherche fédérateur qui, bien qu'en mal de légitimation institutionnelle (nécessaire?), dispose d'un questionnaire varié et étendu, capable d'enrichir la compréhension tant de phénomènes politiques et sociaux que culturels ou religieux¹.

Au Canada, ce secteur de recherche tarde encore à s'imposer. Il y a loin de la vue d'ensemble. Plusieurs aspects sont en friche : certains attendent encore leurs pionniers, d'autres ont été délaissés sous prétexte qu'on en avait tiré tout le suc. C'est notamment le cas pour l'étude du livre en Nouvelle-France. Secteur privilégié des érudits du tournant des XIXe et XXe siècles, il a peu à peu été abandonné au profit des études sur la période coloniale anglaise.

Or, malgré ce premier ratissage, la situation du livre au Canada sous le régime colonial français, tout comme dans les autres colonies françaises des XVIIe et XVIIIe siècles, continue d'être méconnue. Reste un faisceau d'informations, devenues lieux communs d'une synthèse réductrice qu'illustre avec justesse cette phrase laconique d'un pionnier de la recherche sur le livre au Canada : « Avant 1764, il n'y a ni imprimerie ni librairie en Nouvelle-France, même s'il y a des livres

[†]François Melançon est chercheur autonome membre du laboratoire des Écritures intimes de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

importés par les institutions et les individus. À partir de la Conquête, l'imprimerie, le commerce du livre et les bibliothèques se développent².

Il est possible de déborder ces lieux communs, de braquer sur eux de nouveaux projecteurs pour ainsi faire parler leurs ombres. Pour ce faire, il faut d'abord replacer l'étude du livre en Nouvelle-France dans le contexte sociopolitique qui lui donne sens, celui du royaume de France. La colonie, il faut le rappeler, n'est ni plus ni moins qu'un *surgeon européen* au nord du continent américain. De ce constat découle l'obligation de penser le livre au Canada comme partie intégrante de plus vastes ensembles que constituent le marché «régnicol» du livre (économie) et la Librairie française (politique). Ce constat oblige aussi de prendre en compte l'espace culturel neuf tracé par l'excentricité territoriale de la colonie par rapport au reste du royaume et la spécificité de son développement social. Le caractère inédit du peuplement colonial, l'absence de traditions séculaires pour régir les échanges, les nouvelles modalités d'exploitation des ressources naturelles qui fondent les rapports économiques et le nécessaire amalgame des traditions culturelles d'origine, autorisent en effet de nouveaux rapports à l'écriture, et du coup, de nouveaux rapports au livre.

Appliqué à cette dualité coloniale, le questionnaire élaboré au cours des dernières années par les historiens du livre offre la possible relecture des informations révélées par les travaux pionniers sur le livre en Nouvelle-France et l'ouverture de champs d'investigation neufs.

Une telle approche de l'histoire du livre au Canada ouvre notamment de luxueuses fenêtres sur les dimensions psychique et sociale des colons de l'Amérique française et sur leurs univers culturel et matériel. En effet, support à la construction de représentations individuelles et sociales qui participent à l'appréhension de l'environnement matériel et intellectuel, le livre — à travers l'appropriation de son contenu par la lecture — se superpose à l'expérience empirique des individus. Du coup, il scelle de multiples alliances avec le savoir ancestral véhiculé principalement par la parole et le geste. Le livre peut aussi contribuer, dans le contexte colonial, au renforcement du lien culturel avec le Vieux Continent. Alors que l'espace colonial autorise et favorise des expériences inédites, les référents intellectuels qui s'imposent de plus en plus comme support de la Raison d'État et de la Raison d'Église, et ceux qui nourrissent et définissent de plus en plus le rapport orthodoxe, des plus humbles

comme des plus savants, avec l'Au-Delà, restent produits par le Vieux Continent. Se pose alors la question de l'accès à cet objet culturel. Dans une société en formation, quelle place occupe la consommation d'un bien culturel considéré (a priori? a posteriori?) comme un objet superflu, qui n'est pas de première nécessité? Dans un univers où les fonctions exercées par chaque individu et le tissu de relations qui les lient entre eux prennent des formes combinatoires variées, l'appropriation de cet objet culturel donne lieux à des pratiques diversifiées de la part des individus ou des communautés d'individus qu'il faut tenter de cerner.

Avant de poursuivre plus avant cette quête, une étude préalable des modalités de production et de circulation en Nouvelle-France du livre imprimé s'impose. Ce à quoi veut s'attacher cet article en dressant un aperçu des aspects matériels qui conditionnent la circulation du livre imprimé dans la colonie. À commencer par la question de l'absence de moyens de production locaux, puis par un corollaire, la question du commerce d'importation du livre dans la colonie, et plus principalement dans sa capitale, Québec, véritable plaque tournante des activités commerciales de la colonie.

Une colonie sans presse locale

Tous les imprimés en circulation en Nouvelle-France, à quelques exceptions près, proviennent d'Europe³. Tout comme pour la majorité des biens manufacturés, la métropole exerce un monopole sur la production du livre et de l'imprimé. Il n'existe ainsi aucune presse à imprimer sur le territoire nord-américain du royaume de France avant le deuxième tiers du XVIII^e siècle. À tout le moins, il n'en reste aucune trace directe ou indirecte. Il semble désormais acquis que la première presse à imprimer est établie dans la vallée laurentienne peu après le passage sous l'autorité britannique (1764). À l'autre extrémité du territoire, dans le delta du Mississippi, cet établissement ne prend également forme qu'avec l'avènement d'un nouveau régime politique. C'est sous le drapeau espagnol que s'ouvre en effet le premier atelier de Nouvelle-Orléans. Même dans les «îles françaises», où l'expérience est tentée une première fois dès les années 1730, les autorités monarchiques attendront le dénouement de la guerre de Sept ans avant de considérer sérieusement le bienfondé d'une telle entreprise en territoire colonial⁴.

La construction d'un savoir

Le consensus autour de l'idée que l'établissement du premier atelier d'imprimerie local se soit effectué sous le régime britannique a pris du temps à se réaliser au Québec. Pour d'aucuns, considérant cette technologie comme «partie intégrante de la civilisation» — voire un instrument de son hégémonie —, ils leur étaient difficile de «concevoir qu'il y eu un temps où elle a pu ne pas exister» au pays⁵. C'est pourquoi la moindre information pouvant nourrir la thèse de l'existence d'une presse à imprimer au Canada *dès* le régime français est accueillie avec empressement et . . . difficilement abandonnée.

L'histoire de la construction de ce savoir sur les débuts de l'imprimerie locale reste encore à faire. Cependant, il appert, dès l'abord, que cette construction se développe en contrepoint de la formalisation de l'institution littéraire et l'émergence d'une historiographie à vocation identitaire nationaliste.

L'intérêt pour les racines historiques des infrastructures éditoriales du Québec se profile, en effet, à partir du milieu du XIXe siècle. Avant cette période, la méconnaissance, voire l'indifférence, domine. En témoigne l'absence d'allusion dans la première bibliographie rétrospective, celle de Georges-Barthélemi Faribault, publiée en 1837⁶. Par la suite, la politisation du discours historiographique dominant conduit à une polarisation des deux événements fondateurs du monde de l'édition québécois : d'un côté, l'établissement de William Brown et Thomas Gilmore à Québec, en 1764, l'anglophone; de l'autre, celui de Fleury Mesplet à Montréal, en 1777, le francophone. Ces deux événements semblent dénués de liens organiques et appartenir à des échelles chronologiques distinctes⁷.

À partir des années 1880, la question de l'apparition de l'imprimerie dans la vallée laurentienne et de la publication des premiers incunables gagne en intérêt. La traduction erronée d'un récit de voyage, jumelée à la découverte de deux imprimés épiscopaux datés de 1759, suscitent alors des échanges au sein de la petite République canadienne des lettres. Louis-Wilfrid Marchand dépose en quelque sorte le ver dans le fruit. Dans son adaptation et sa traduction⁸ du récit de voyage du botaniste suédois Pehr Kalm qui paraît en 1880, il place sous la plume du voyageur une citation vouée à une longue prospérité : «il n'y a pas d'imprimeries maintenant en Canada, quoiqu'il y en ait eût autrefois»⁹. Cette courte affirmation alimentera en vain l'espoir de générations de chercheurs désireux de

retracer dans une Nouvelle-France mythifiée la présence de cette technologie culturelle¹⁰.

La nouvelle chronique de Philéas Gagnon dans l'*Union libérale* de juillet 1888, «Antiquités canadiennes», participe aussi de cette quête symbolique des marques d'une maturité culturelle. Reprise presque dans son intégralité par le *Mail* de Toronto quelques jours plus tard, elle rapporte l'existence de deux copies imprimées de mandements de Mgr de Pontbriand en date des derniers jours de l'établissement français. Si la position de l'érudit collectionneur est réservée quand à l'existence d'une petite presse privée mise à la disposition de Mgr. de Pontbriand par Louis XV, cela ne l'empêche pas d'ouvrir les colonnes de sa chronique de décembre suivant à l'argumentation favorable de l'archiviste de l'Archevêché de Québec, Charles-Octave Gagnon. D'ailleurs, P. Gagnon ralliera finalement les tenants de cette thèse en 1895, dans l'édition du premier volume de son *Essai de bibliographie canadienne*. Dès lors, l'idée de l'existence d'une petite presse à imprimer pour les besoins exclusifs du chef de l'Église de Nouvelle-France hantera longtemps les érudits canadiens. Il faudra attendre l'étude bibliographique de Marie Tremaine, en 1952, puis celles de Jean Gagnon et du tandem John Hare-Jean-Pierre Wallot pour que cette thèse soit définitivement rangée au vestiaire des mésinterprétations historique¹¹.

Les témoignages contemporains

Des témoignages contemporains tirés de lettres de particuliers, de récits de voyage ou de documents administratifs tendent à corroborer cette absence d'imprimerie.

Dans une lettre adressée à sa soeur de Limoges, à l'automne 1737, l'abbé Joseph Navières, lui-même Limougeaud d'origine et pour lors curé de Sainte-Anne-de-Beaupré, lui confie le regret qui l'assaille parfois de ne pas avoir avec lui certains livres qu'il a laissé en France puisque «les livres sont aussi communs en France que rares en ce pays où il n'y a ni imprimerie, ni librairie»¹². Un peu plus de dix ans plus tard, le botaniste suédois Pehr Kalm, envoyé en Amérique du Nord par Linné, dresse un constat similaire. Bon ami du gouverneur Barrin de La Galissonnière qui partage avec lui sa curiosité pour les sciences naturelles, Kalm note dans ses carnets, lors d'un séjour dans la capitale coloniale, qu'«il n'existe aucune imprimerie au Canada et on n'en a jamais fondée nulle part, mais tous les livres viennent de France et toutes les ordonnances publiées ici sont manuscrites, y

compris la monnaie de papier»¹³. Quant à l'aide de camp Louis-Antoine de Bougainville, il prend soin de souligner dans l'un de ses mémoires sur la situation coloniale, en 1757, que «la monnaie de papier [. . .] est imprimée à l'imprimerie royale de Paris», mais reste muet en ce qui concerne quelque établissement que ce soit lié à la production et à la diffusion de l'imprimé dans la colonie. Tout au plus, il relève, à Québec, l'existence d'une «société littéraire» et la présence d'un professeur d'hydrographie, de même qu'il identifie les différents établissements scolaires de la colonie. L'attention portée à ces relais de la culture savante rend d'autant plus éloquent son silence sur la présence (ou même l'absence) dans la colonie de presses à imprimer ou de commerçants spécialisés dans la vente de livres¹⁴.

Les minutes notariales ne disent pas autre chose. L'inventaire respectif des imposantes collections de livres rassemblées par l'administrateur, homme de loi et homme d'affaires, François-Étienne Cugnet, et par le procureur général Guillaume Verrier a mis en évidence l'absence de professionnels du livre dans la colonie¹⁵. Dans un premier temps, en 1751, suite au décès de Cugnet, on adjoint une autre personne (vraisemblablement un marchand) au huissier mandaté pour la prise, afin de l'aider à la seule estimation des livres. Puis, en 1759, suite au décès de Verrier, le notaire prend soin d'inscrire après la levée des scellés sur la porte du cabinet servant de bibliothèque que l'inventaire et la prise des livres sont effectués simplement par le huissier de service «ny ayant en ce pays ni Librairies ni personnes expertes pour faire ladite estimation»¹⁶.

L'absence d'ateliers d'imprimerie a nuit au travail de certains membres de la société coloniale. Suffisamment, à tout le moins, pour qu'ils tentent d'en établir un. Au xvii^e siècle, c'est parmi les missionnaires que le besoin se manifeste. La nouvelle offensive de francisation — ou à tout le moins d'évangélisation — des autochtones d'Amérique, commandée par les autorités monarchiques qui souhaitent voir parallèlement se raffermir l'organisation sociale et religieuse de la Nouvelle-France, n'est peut-être pas étrangère à cet intérêt porté à l'acquisition des instruments d'imprimerie. Les jésuites de Québec, qui ont déjà procédé à l'impression en langue huronne d'une version du catéchisme de Ledesma, à Rouen en 1630, reprise en 1632 à la suite de la relation de voyage de Champlain chez Louis Sevestre à Paris, étudient sérieusement la question en 1665. Réunis en consulte à l'automne, ils concluent «d'écrire pour avoir ici une imprimerie pour les langues»¹⁷. Les sulpiciens de Montréal font

vraisemblablement de même une quinzaine d'années plus tard, comme en fait foi une lettre du supérieur de la maison mère de Paris¹⁸.

Puis c'est le silence. Avarice d'archives ou désintérêt des acteurs? Impossible de dire pour le moment. L'instabilité sociopolitique et socioéconomique a peut-être présidé à l'établissement d'un certain *modus vivendi* dans la colonie. Les missionnaires recourent à la publication manuscrite, tandis que les administrations religieuse et séculière optent, selon les besoins, pour une publication manuscrite locale, souvent plus éphémère et assurément plus rapide (mandements, ordonnances, affiches), ou pour une publication imprimée confiée à des artisans de la métropole quand l'autorité, la crédibilité et la longévité d'un document l'exigent (formulaires administratifs divers). Il faut attendre presque le milieu du XVIII^e siècle pour enregistrer une nouvelle demande d'établissement d'un atelier d'imprimerie dans la colonie. Signe des temps, elle émane cette fois des bureaux du commandant général de l'époque, le marquis Rolland-Michel Barrin de La Galissonnière. Placé à la tête du gouvernement de la colonie en raison de la captivité du titulaire officiel, il s'en ouvre au Président du Conseil de la Marine. Encore une fois, la réclamation a échappé au tamis des archives; seule la réponse reste. Celle-ci illustre bien le changement dans la nature des besoins exprimés par les autorités de la colonie. Dans sa lettre au marquis Taffanel de La Jonquière, qui a finalement gagné son poste à Québec, le Président laisse clairement entrevoir les finalités administratives du projet mis de l'avant par Barrin de La Galissonnière : «M. de la Galissonnière a [. . .] proposé d'établir une imprimerie dans la colonie, laquelle il a représentée devoir y estre d'une assez grande utilité pour la publication des *ordonnances* et des *règlements* de police, pour les congés à donner aux soldats [. . .], ainsi que pour d'autres objets»¹⁹.

Ces démarches se sont toutes soldées par un échec. Dans le cas des jésuites, nous ne possédons aucun détail quant à la réception de la demande des missionnaires de Québec, ni des raisons invoquées pour justifier le refus. En fait, nous ne savons même pas si le supérieur de la mission de Québec a donné suite à la décision prise en consulte.

Du côté des sulpiciens, c'est la complexité de l'art de l'imprimerie qui conduit officiellement la direction parisienne à rejeter la requête de leur établissement montréalais. Dans une lettre de 1683, Louis Tronson explique ainsi à François Vachon de Belmont qu'«on a cru qu'il serait inutile de vous envoyer les caractères pour imprimer que

vous demandier parce qu'on nous a dit que vous ne pourriez pas vous en servir et que les livres ne vous en apprendraient pas assez pour pouvoir y réussir»²⁰.

Pour sa part l'administration royale justifie sa décision de façon plus nuancée, à la fin des années 1740. Malgré le refus signifié, la porte reste ouverte. Cette fois, les arguments économiques priment. La faisabilité du projet ne repose plus sur la maîtrise de la technologie, mais sur la disponibilité des capitaux et l'intérêt d'un artisan. La réponse du Président du Conseil de la Marine à la requête de Barrin de la Galissonnière est éloquente : «le Roy ne jugeant pas à propos de faire de dépense d'un pareil établissement, il faut attendre que quelque imprimeur se presente pour y pourvoir; et dans ce cas, j'examinerai a quelles conditions il pourra convenir de leur donner un privilège»²¹. Les besoins sont considérés, mais l'engagement politique reste prudent. Les autorités monarchiques sursoient à toute implication directe, tout en laissant la porte ouverte à une initiative privée. D'ici là, elles préfèrent répondre aux besoins sporadiques de l'administration coloniale par l'envoi les pièces imprimées (monnaie de carte, formulaires, etc.) qui leur sont devenues nécessaires²².

Les interprétations : entre possible et probable

Certains historiens ont vu dans cette absence d'imprimerie la manifestation d'une volonté ferme et concertée des autorités monarchiques et religieuses de museler la communication écrite en Nouvelle-France²³. D'autres, et ils sont nombreux, ont cherché l'explication dans les contingences économiques et démographiques de la vie coloniale : le dur labeur du défrichement des terres laissait peu de place aux activités de l'esprit et le faible nombre de colons justifiait mal un investissement de la sorte; il fallait aller à l'essentiel, au vital, et la presse à imprimer n'était pas du nombre²⁴. À ces télescopages historiographiques, les archives n'offrent aucune répartition. Nul document n'a encore été découvert qui présenterait une réponse formelle à l'absence locale de cette infrastructure de base de la culture imprimée.

Le botaniste P. Kalm, dans ses notes de voyage de 1749, y était allé de sa propre interprétation. Nourri à la fois de son regard calviniste et anti-papiste sur la société catholique de Nouvelle-France et de ses échanges avec l'élite lettrée de la colonie — en phase à maints égards avec celle du Vieux Continent —, ses réflexions tiennent à la fois de

ses préjugés et des revendications baignées de l'esprit des Lumières des lettrés coloniaux.

Il note d'abord ce qu'il présente être des allégations issues du milieu local : «le fait qu'aucune imprimerie n'ait été encore fondée au Canada tiendrait, allègue-t-on, à ce que, par ce moyen, aucun livre ou écrit nuisible à la religion, à la royauté ou aux bonnes mœurs ne peut être imprimé et répandu dans le peuple. Rien de tel ne peut se produire par le moyen de textes manuscrits». Puis d'enchaîner avec sa propre analyse, il ajoute que «la raison principale doit être que, dans un pays où les habitants sont encore pauvres, on n'en est pas arrivé à ce niveau à partir duquel un imprimeur trouve un débouché suffisant pour sa production et peut gagner sa vie; la seconde raison est probablement que la France y trouve son avantage, en laissant le Canada dépendre d'elle»²⁵. Raison politique donc : le désir de censure. Mais aussi raison économique : l'absence d'un marché viable et la dépendance structurelle de la colonie envers la métropole. Voilà les deux pôles autour desquels le scientifique suédois construit l'explication qu'il juge nécessaire pour justifier l'absence d'une presse à imprimer en Nouvelle-France.

Parce que contemporaine de la démarche de Barrin de la Galissonnière, la lecture proposée par Kalm est riche d'enseignement. En fait, du genre, elle est la seule connue. Il nous manque, pour contrebalancer cette perspective civile, une explication d'ensemble clairement exprimée par les autorités monarchiques de l'époque, ou d'autres acteurs. Toutefois, le recul historique et le cumul historiographique permettent d'avancer des éléments explicatifs complémentaires. Il s'agit d'un amalgame où la situation coloniale de la Nouvelle-France, l'organisation professionnelle des métiers du livre dans le Royaume de France, l'ordre sociopolitique qui le régit, ainsi que le double statut de l'imprimé, à la fois véhicule d'idées et produit manufacturé, s'entremêlent en un tamis interprétatif.

Il faut d'abord conserver en mémoire que la politique monarchique du livre est défavorable à tout projet d'implantation d'une presse à imprimer en Nouvelle-France. Alors même que les autorités monarchiques reprennent directement en main l'administration de la colonie, au début des années 1660, elles ont déjà amorcé un resserrement de l'industrie du livre dans le royaume. Ce resserrement se caractérise notamment par le renforcement du monopole des presses parisiennes, l'interdiction de créer de nouveaux ateliers, la restriction sévère de l'accès au métier d'imprimeur et l'étroite surveillance du commerce de l'équipement professionnel

(presse, caractères, etc.). Les imprimeries de province se voient ainsi confiner de plus en plus à l'exécution de travaux de villes (affiches, avis, factums, billets d'enterrement) et à l'impression de petits usuels scolaires ou religieux, tandis que la Librairie française se voit amputer de près de 30% de ses presses dans les deux premiers tiers du XVIII^e siècle. De plus, couvents, collèges et particuliers ne peuvent détenir de presses. Et le processus même d'édition, formalisé en 1701 par lettres patentes, nuit aux régions éloignées du siège du pouvoir de la Librairie puisqu'il exige l'obtention d'une permission écrite du chancelier, «scellée du Grand sceau», avant de mettre sous presse²⁶.

La crainte d'ouvrir la porte au commerce de livres illicites constitue aussi un élément non négligeable. Les discussions qui entourent la nomination de l'imprimeur Devaux à Fort Royal (Martinique) illustrent bien cet état d'esprit qui habite les administrateurs coloniaux de Versailles. La nomination de l'imprimeur s'accompagne d'une interdiction de débiter des livres qui irrite les administrateurs locaux. Ceux-ci font valoir qu'il n'y a aucun contrôle exercé sur l'entrée des livres dans les colonies. Par conséquent, l'interdiction de vente faite à l'endroit de Devaux ne rime à rien. Au contraire, s'il lui était permis de débiter des livres, au moins les autorités pourraient alors exercer un minimum de contrôle²⁷.

Le système économique privilégié par les autorités monarchiques ne milite guère plus en faveur de l'ouverture d'un atelier d'imprimerie en Nouvelle-France. Le mercantilisme en vigueur dans le royaume impose une hiérarchie entre la métropole et ses colonies, lesquelles sont essentiellement vues comme des pourvoyeuses de matières premières et un débouché pour les produits manufacturés dans la métropole. Plusieurs promoteurs locaux du développement de l'économie coloniale se heurteront d'ailleurs, dans d'autres secteurs d'activité, à cette règle implacable²⁸.

Par ailleurs, l'État, principal moteur de l'économie colonial — et souvent un des clients réguliers des imprimeurs —, n'est plus en mesure après les conflits militaires de la fin du XVIII^e siècle de soutenir le développement de la Nouvelle-France.

De plus, du côté des artisans, le marché colonial n'est guère attirant. Les coûts d'établissement et de roulement d'un atelier sont astronomiques, tandis que les besoins étant restreints, il faut s'attendre à des coûts de production élevés. Au début du XVIII^e siècle, faut-il le rappeler, la Nouvelle-France ne compte que 16 000 habitants et à peine plus de 70 000 lors de la cession de la colonie à la Grande-Bretagne en 1760; population disséminée sur un territoire démesuré. L'agglomération principale de ce vaste territoire, lieu déterminant dans

la dynamique de la culture écrite, n'offre que 1 000 foyers en 1744. Théoriquement — certes, il y a de nombreuses exceptions révélées par les recensements métropolitains de 1701 et de 1771 —, chaque atelier doit compter au moins deux presses en fonction, fournissant du travail à quatre ou cinq ouvriers-artisans. L'approvisionnement en papier, lequel représente de 50% à 75% du coût de production d'un imprimé, joue un rôle important²⁹.

En marge de ces questions économiques, il faut aussi signaler la liberté prise par les autorités locales d'émettre de la monnaie de papier afin de contrer la manque chronique d'espèces sonnantes et trébuchantes. Cette initiative hardie, vivement condamnée par Versailles, n'a rien pour rassurer une administration monarchique en mal de centralisme politique et économique.

La dynamique culturelle de la colonie a peut-être constitué un frein supplémentaire au développement local d'une industrie du livre. Des recherches plus approfondies restent à être entreprise en ce sens. Mais il semble, à première vue, que les principaux agents de l'imprimé en Nouvelle-France, l'élite lettrée que constitue les officiers civils et militaires et les gens du négoce s'identifient bien davantage à la métropole européenne qu'à la colonie nord-américaine. Versailles, pour les premiers, La Rochelle et Bordeaux, pour les seconds, exercent une attraction culturelle déterminante. Cette volonté de conserver et d'alimenter leur appartenance à la culture européenne plutôt, par exemple, que d'investir le territoire colonial de nouvelles significations en détournant le projet monarchique par la création littéraire de représentations locales reste une piste de recherche stimulante³⁰.

D'autres facteurs plus généraux, de nature conjoncturelle, peuvent également avoir interféré. D'une part, l'hétérodoxie qui s'insinue dans l'Église romaine au XVII^e siècle, entre autres, à travers la querelle des rites chinois, le jansénisme et le quiétisme n'a en rien aidé les initiatives des religieux de Nouvelle-France. Certaines congrégations religieuses vont répondre à cette situation délicate par un centralisme prononcé en matière éditoriale, sorte de réaction d'autocensure. Chez les sulpiciens, par exemple, afin d'éviter de porter flanc à la critique, seule la direction parisienne peut donner son aval à quelque publication que ce soit d'un membre de la congrégation, peu importe son établissement de rattachement³¹. On peut dès lors soupçonner un non-dit derrière les justifications techniques présentées par la direction parisienne à celle de Montréal en 1683 : permettre l'établissement d'une presse à imprimer aux sulpiciens de Montréal c'est risquer de perdre le contrôle sur les publications de la

congrégation nord-américaine et d'affaiblir la cohésion doctrinale.

D'autre part, le glissement de l'intérêt, à tout le moins éditorial, pour les missions d'Occident vers celles d'Orient, à partir des années 1660, représente aussi un contexte défavorable potentiel. Il appert en effet que les ouvrages concernant les Indes orientales se multiplient rapidement dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, alors qu'on assiste à une attrition progressive du côté occidental. Attrition que concrétisera la suspension de la publication annuelle des relations des jésuites de Nouvelle-France³². C'est peut-être ce contexte, joint aussi aux luttes d'influence au sein de l'Église catholique engendrées par la montée du parti janséniste, qui explique l'initiative de Pierre Le Petit. Libraire-imprimeur à Paris, bien vu en cour et janséniste avoué, il offre, en effet, aux missionnaires du Siam une imprimerie tout équipée en 1677³³.

À leur tour, les conflits entourant l'établissement de la première imprimerie dans l'île de Saint-Domingue, en 1724-1725, n'ont certes pas encouragé de récidives coloniales. De fait, l'expérience fut de courte durée. La mésentente qui s'est rapidement installée entre le gouverneur de l'île et Joseph Payen, nommé par lettre-patente imprimeur et libraire du roi de la colonie, avec privilège exclusif, force Payen à quitter les lieux et à abandonner le projet. Lorsque les nouveaux administrateurs locaux formulent une demande, en 1742, pour rétablir un établissement similaire, ils se heurtent à la même réponse qui sera présentée au gouvernement de la Nouvelle-France en 1750 : choisissez l'imprimeur et nous délivrerons les brevets. Les discussions (au rythme des communications transatlantiques), le décès de l'intendant et la guerre reportèrent jusqu'en 1763 cette réalisation³⁴ — soit à peine un an avant l'ouverture de l'atelier de Brown et Gilmore à Québec, sous le régime britannique.

Finalement, l'éloignement géographique de Québec par rapport au centre de direction de la Librairie française et l'isolement de la colonie près de six mois par années, en raison des glaces sur le fleuve Saint-Laurent, n'ont rien pour inspirer confiance aux autorités d'un État soucieux de surveiller et de contrôler la production et la circulation des livres à l'intérieur de ses frontières.

Le marché colonial du livre

L'absence de presses à imprimer dans la colonie y entraîne diverses conséquences. Celles-ci tendent à se multiplier à mesure que la colonie se formalise et que l'accroissement démographique exerce une

certaine pression sur la production manuscrite. Notamment, les activités missionnaires, la diffusion de l'information juridique et législative, ainsi que l'organisation et la conservation de la mémoire organique de l'État souffrent de cet état de fait. L'absence de presses locales confine également le commerce du livre et de l'imprimé dans la colonie à un marché d'importations franco-canadien. Ce marché s'articule autour de trois principaux réseaux : le réseau marchand, le réseau institutionnel et le réseau privé.

Un marché d'importation

Les marchands

Il n'existe pas au Canada de véritables libraires sous la domination française. Cependant, une recherche parmi les minutes notariales de la capitale coloniale nous a permis de repérer près de 50 inventaires de fonds de marchandises rédigés au moment du règlement de la succession³⁹.

À la lumière de cette base documentaire, il appert que ces principaux agents de la circulation commerciale du livre dans la capitale coloniale sont pour la plupart des marchands, grossistes ou détaillants, auxquels se greffent quelques négociants. La grande majorité est d'origine française, mais bien intégrée à la communauté locale par des alliances matrimoniales. À leurs côtés se trouvent une dizaine de commerçants nés en Nouvelle-France et qui ne sont pas nécessairement des moindres.

Dans ce groupe, donc, aucun professionnel du livre à proprement parler, aucun libraire ou relieur. Ce sont tous gens du négoce, spécialisés dans le commerce de produits importés où, par conséquent, le livre se retrouve noyé dans la masse : un produit parmi tant d'autres au travers ces objets de la vie quotidienne que sont les pièces de tissus, les articles ménagers et les accessoires vestimentaires. Pour un petit nombre, le commerce n'est qu'une activité d'appoint, menée parallèlement à l'exercice d'une profession ou la pratique d'un métier (exemple: le notaire Chambalon, le capitaine de navire Dehogue et le forgeron Morin).

La localisation de la plupart de ces commerçants de livre dans la basse-ville de Québec, près des quais et du marché principal de la ville, tend à conforter cette image. Seulement quatre d'entre eux ont pignon sur rue dans la haute-ville près du collège des jésuites, du

séminaire diocésain et du couvent des ursulines. Le livre ne souffre donc pas ici d'exclusion comme dans ces villes européennes où les libraires spécialisés sont établis près des boutiques de luxe.

Ce qui est d'autant plus vrai qu'ils sont généralement conservés en petits nombres. Des 49 fonds répertoriés, près de la moitié recèle moins de 30 volumes, tandis que 11 boutiques offrent plus de 100 volumes. Parmi ces dernières, il vaut de noter celle du petit-fils d'un chapelier normand établi dans la colonie au milieu du XVII^e siècle avec près de 600 volumes. Il n'existe pas, à proprement parler, de colporteurs dans la capitale.

Le livre jouit généralement d'un bon débit, il s'écoule bien. Contrairement à d'autres marchandises, il ne semble pas pâtir des difficultés d'un marché local restreint et fort peu lucratif, en raison de la concurrence féroce qui y règne³⁶.

Le choix des titres offerts explique en grande partie cette réussite commerciale. Les commerçants de Québec ne prennent aucun risque. Ils offrent presque exclusivement à leur clientèle les petits livres nécessaires à l'instruction élémentaire et aux pratiques de dévotion du plus grand nombre. Les Abécédaires et les livres d'Heures s'y taillent la part du lion. Les premiers, qui se trouvent souvent par centaine sur les présentoirs, sont offerts par une vingtaine de vendeurs, tandis que les seconds, moins nombreux, sont plus répandus; ils se trouvent dans 35 boutiques.

Aux côtés de ces best-sellers de la littérature française, se retrouvent à l'occasion quelques livres scolaires destinés aux collégiens (*Rudiments*, *Particules*, grammaires latines, dictionnaires et auteurs latins) et surtout les classiques de la littérature religieuse de tradition ancienne ou contre-réformiste : *Vie des saints*, *Offices de la semaine sainte*, *Imitation de Jésus*, le *Pensez-y bien*, les *Pensées chrétiennes* d'Abelly, les *Méditations* de Jean Busée, des ouvrages de Saint-François de Sales, quelques exemplaires du *Nouveau Testament*, en tout ou en partie.

L'absence de romans, pièces de théâtre, poésies et autres textes de fiction laisse entrevoir un conformisme face au discours ecclésiastique, par trop apparent et uniforme pour ne pas soupçonner à l'occasion une certaine sélection avant le passage du notaire et du huissier ou des omissions³⁷. L'absence de ces livres parmi les plus communs du petit peuple lisant du royaume que sont les catéchismes, les almanachs et les canards trouve, quant à elle, une part de son explication dans deux phénomènes distincts. En ce qui a trait aux catéchismes, la disparition prématurée du catéchisme

composé par Mgr de Saint-Vallier pour les besoins de son diocèse et le défaut d'un consensus au sein du clergé sur l'adoption d'un catéchisme diocésain unique, ont vraisemblablement nuit au commerce de ce type d'ouvrage. L'incertitude est toujours néfaste au commerce. Dans le doute, on stocke peu. D'autres recherches du côté des instances impliquées dans la transmission du savoir catéchistique, telles la paroisse ou les établissements d'enseignement, pourront éventuellement apporter de nouveaux éléments d'explication.

Pour ce qui est des almanachs et des canards, le rythme saisonnier des communications avec la métropole ne leur est guère favorable. Les délais des échanges rendent caduque et périmé, avant même leur arrivée, tout almanach ou calendrier, et impose un décalage dans l'actualité des deux rives de l'Atlantique.

Hormis ces absents et les contraintes liées aux échanges transatlantiques, la situation coloniale du livre diffère peu de celle de bien des villes françaises de l'époque où les vendeurs non spécialisés dominent le commerce du livre, ne laissant aux libraires professionnels qu'une clientèle rompue à la lecture et désireuse de dépasser les livres dictés par le discours pédagogique et ecclésiastique pour ce délecter de nouveautés littéraires ou acquérir des ouvrages d'érudition ou de loisirs scientifiques³⁸.

On connaît bien mal les rouages du commerce du livre dans la colonie. Il manque encore pour la Nouvelle-France une étude similaire à celle de Jane McLeod sur le commerce du livre auquel se livraient les marchands bordelais aux «îles françaises», en fin d'Ancien Régime³⁹. Entre la hiérarchie géographique qui organise dans le royaume un marché du livre centré autour de Paris et relayé en province par des ateliers de plus ou moins grande envergure, et une hiérarchie des villes impliquées dans le commerce colonial qui place au premier chef les villes portuaires de Rouen, Bordeaux et La Rochelle, tous les entrecroisements sont possibles. L'étude de McLeod avance d'ailleurs que, outre l'éloignement de Bordeaux du centre de pouvoir de la Librairie, le commerce du livre vers Saint-Domingue, la Martinique et la Guadeloupe a joué un rôle déterminant dans la prospérité des libraires bordelais. L'opportunité de vendre au retour des «îles» du sucre, du café, du coton et de l'indigo représentait un attrait indéniable, susceptible de contribuer à la prospérité de ces commerçants. En fait, la majorité de la communauté des libraires de la capitale de Guyenne participait de près ou de loin, surtout à partir des années 1740, à ces activités

transatlantiques, bien que la faible activité éditoriale de la ville, oblige cependant ces commerçants à s'approvisionner à Paris⁴⁰.

À Québec, les traces trouvées au hasard des fouilles laissent apparaître une organisation du commerce du livre enchâssée à celle du commerce des autres marchandises importées. C'est-à-dire, polymorphe. Le livre est dans les échanges marchands comme sur les étalages commerciaux, marchandise parmi les marchandises, bien de consommation parmi les biens de consommation. Les marchands de gros et les négociants, établis à Québec ou dans les port de la métropole (La Rochelle, Bordeaux, Rouen), de leur propre initiative ou en réponse aux commandes de correspondants, alimentent le marché de produits de toutes sortes qu'ils se chargent, soit de vendre directement au public ou soit de refiler à des marchands détaillants, à leur commis ou à leur correspondants.

Le livre n'étant pas un produit de première nécessité — peut-être encore plus dans un contexte colonial —, son commerce s'avère particulièrement vulnérable aux différentes conjonctures économiques et politiques qui touchent les échanges commerciaux et les communications avec la métropole. Ce qui est d'autant plus vrai, par ailleurs, que l'économie coloniale est largement tributaire des capitaux métropolitains et de l'implication financière de l'État. La répartition sur la ligne du temps des 4 000 volumes recensés dans les boutiques de Québec, entre 1690 et 1759 permet d'identifier trois grandes phases dans le commerce du livre en Nouvelle-France. La première chevauche la fin du XVIII^e siècle et le début du siècle suivant. Elle s'étend donc de 1690 à 1704, période au cours de laquelle on dénombre une présence massive de livres chez les commerçants de la capitale, au nombre de 16. En moyenne, ils gardent en magasin 94 volumes (équivalent à un total de 1 509 volumes recensés dans les inventaires après décès). La deuxième phase de ce cycle commercial du livre s'amorce au milieu de la première décennie du XVIII^e siècle et se termine avec la fin des années quarante du même siècle. Au cours de cette période de 35 ans, la présence du livre sur le marché québécois atteint son plus bas niveau. Malgré un nombre équivalent de commerçants à celui de la période précédente (16), le nombre moyen de volumes enregistré sur leur étals passe à 29 (pour un total de 471 volumes répertoriés). Les deux dernières décennies du Régime français, qui constituent la troisième phase, marquent le retour massif du livre sur le marché de la capitale. Les 17 marchands alors recensés offrent en moyenne 112 volumes (sur un total de 1 900) à la clientèle de la capitale et éventuellement à leurs associés de Montréal

et des campagnes. Les chiffres ne doivent pas abuser. Si cette dernière proportion dépasse celle de la première phase, elle ne semble plus répondre cependant aux exigences du marché québécois des années 1750. L'offre de livres n'accompagne pas l'extension du marché potentiel de la capitale. Tandis que la population de la ville quadruple au cours de cette période, le nombre de livres offert par les commerçants ne varie que légèrement.

Les institutions

Les institutions s'approvisionnent rarement à même le marché local du livre. En général, elles achètent directement dans la métropole.

Au sein des institutions religieuses, la tâche revient habituellement au procureur en place à Paris ou à une institution soeur. Cet accès direct au marché de la production leur permet d'éviter les frais parfois élevés d'intermédiaires.

Le circuit institutionnel du livre ne représente cependant pas une véritable menace pour le circuit marchand. Cantonné dans des créneaux bien spécifiques et limités, il le complète en assurant la circulation de livres au débit incertain, propres aux besoins et aux fonctions des institutions qu'il alimente. Le séminaire des Missions étrangères, par exemple, à la fois société de prêtres séculiers, pensionnat collégial, lieu de résidence des candidats au sacerdoce et du titulaire de la cure de Québec, se charge d'approvisionner en littérature ancienne ses pensionnaires qui fréquentent le collège des jésuites, ainsi qu'en littérature théologique les responsables de la formation sacerdotale. Il emprunte le même canal, à la fin du régime français, pour pallier le manque chronique de catéchismes dans la paroisse de Québec dont il est le titulaire.

L'accès privilégié au centre névralgique du monde français de l'édition que constitue Paris, joint au maillage étendu des institutions religieuses de l'Église de France, tant métropolitaines que coloniales, sert également de solides assises pour la promotion et la diffusion de nouvelles dévotions. La dévotion à la Vierge et aux saints Anges, popularisés dans la métropole par l'abbé Henri-Marie Boudon, bénéficie notamment du soutien de la direction du séminaire de Québec. Ami de longue date de l'institution diocésaine et missionnaire⁴¹, il leur envoie régulièrement de ses livres afin de les distribuer à d'autres institutions religieuses de la colonie ou à des particuliers. De la même manière, les augustines hospitalières de

l'hôtel-Dieu de Québec vont offrir leur réseau d'alliances pour faciliter la diffusion de la dévotion au calvaire d'Arras, dont le frère de la supérieure de l'établissement est le fer de lance en Europe⁴².

À sa façon, le gouvernement participe aussi à la diffusion du livre dans la colonie. Son intervention est cependant plus sporadique et vise habituellement les besoins internes des institutions administratives et juridiques. Il pourvoit notamment à la fourniture des livres nécessaires à l'enseignement du droit par le procureur général du Conseil supérieur et assure l'approvisionnement en nouveaux actes législatifs imprimés (comme les compilations d'ordonnances royales, par exemple) des différents centres administratifs et juridiques de la colonie⁴³. Il arrive qu'il intervienne directement sur le marché du livre colonial, comme c'est le cas en 1750. Cette année-là, à la demande de l'évêque de Québec, Mgr de Pontbriand, Versailles accepte d'envoyer près de 2 000 livres religieux de toutes sortes en Nouvelle-France. Cette donation royale, dont on connaît mal l'incidence sur le commerce régulier du livre dans la colonie, reste un cas notoire d'exception⁴⁴.

Les particuliers

Pour les habitués du livre que le marché local ne satisfait pas et dont les institutions au sein desquels ils oeuvrent ne peuvent pas toujours prendre en charge les besoins, le recours à un circuit privé reste souvent la seule solution. Ce réseau repose souvent sur les réseaux de parentèle, mais plus encore sur des réseaux de sociabilité du livre liés à la profession ou à des préoccupations scientifiques.

Il s'organise fréquemment autour d'une délégation d'achat. L'éloignement des grands centres d'édition et le manque d'informations sur les publications récentes favorisent ce mode d'acquisition de livres. Celui-ci est d'autant plus important que les nouveautés littéraires exercent sur plusieurs lettrés de la colonie un attrait indéniable. Elles représentent un «signe social» visible par les pairs et maintiennent présente et vivante la communauté culturelle avec le centre du royaume. En cela, la situation du Canada diffère peu de celle des différentes colonies britanniques du continent. Comme le soulignait Benjamin Franklin dans son autobiographie, «those who lov'd reading were obliged to send for their books from England»⁴⁵.

Conclusion

Puis vient le moment de conclure. De prendre à rebours l'exposé, d'en rappeler la configuration centrale et de convier à d'autres rendez-vous intellectuels.

L'absence de presse à imprimer dans la vallée laurentienne sous la domination française est un fait désormais acquis. Cette absence, ressentie par certains esprits «éclairés» du XVIII^e siècle et par les principales organisations locales que sont alors l'Église et le Gouvernement, ne s'est pas traduit pour autant par une absence d'imprimés dans la colonie. Sous une forme complexe comme le livre ou sous une forme simple comme les formulaires administratifs ou la monnaie de papier, l'imprimé y est bien présent et a infiltré l'ensemble du tissu social, surtout en milieu urbain. Bien que l'exposé n'ait pas directement abordé la question, l'accès aux instruments de production de l'imprimé — quoique difficile et onéreux — n'a pas empêché certains colons d'y recourir notamment pour la promotion de la colonie (par exemple : les relations des jésuites, l'*Histoire véritable et naturelle* de Boucher dont traite l'article de G. Warkentin), la promotion personnelle (Bacqueville de La Potherie, Nicolas Denys), l'animation pastorale (catéchisme pour le diocèse de Québec et celui pour la confrérie de la sainte famille) et la régulation ecclésiastique (rituels du diocèse).

Donc, les colons de Nouvelle-France sont déjà en contact, à des degrés divers certes, mais en contact tout de même avec l'imprimé. Bien qu'ils ne le possèdent pas toujours en propre, chacun en reconnaît sa présence et en connaît les usages, pluriels et polymorphes.

Ce constat appelle un déplacement de perspective à l'endroit du livre dans le Canada ancien des XVII^e et XVIII^e siècles, nonobstant la frontière — toute subjective — qui s'est érigée autour des premiers établissements locaux d'ateliers d'imprimerie. Loin d'un simple faire-valoir historio-graphique, illustrant un avant pauvre en ressources imprimées qui permette la construction de la figure révolutionnaire de la première imprimerie locale, l'histoire du livre sous la domination français permet d'échapper à une certaine forme de déterminisme technologique, présente depuis le début des études historiques sur le livre et l'imprimé canadien, de même que dans les études littéraires.

Le commerce du livre, on l'a entraperçu, n'a pas attendu l'installation d'une presse locale pour commencer. Par conséquent, force est d'ouvrir un nouveau questionnaire sur les modifications du

marché du livre induites par le changement d'allégeance politique, la reconfiguration sociale qui l'accompagne et le rapprochement des moyens de production de l'imprimé. Il faut en effet dépouiller de leur valeur symbolique, octroyée par les érudits du tournant du *XXe* siècle, les initiatives des Brown, Gilmore et Mesplet. L'arrivée de la presse à imprimer à Québec, puis à Montréal, ne provoque pas au sein de la culture coloniale des mutations de l'ordre de celles évoquées par Élisabeth Eisenstein pour la renaissance européenne⁶. Il ne s'agit pas d'une révolution culturelle ni même technologique. L'imprimé circulait déjà dans la colonie sous la domination française, et qui plus est, les instruments de production de l'imprimé étaient déjà disponibles. Ce qui change fondamentalement, c'est la distance. Ainsi, ce n'est pas en soi l'avènement des ressources technologiques mais leur proximité qui va peu à peu transformer le monde du livre canadien et, accessoirement, favoriser la construction d'une littérature locale.

Summary

1764: the year has become somewhat of a symbol in Canadian historiography dealing with the book and the printed object. The establishment of a first printing press in the Laurentian valley has imposed itself as an epistemological reference point, personifying a cultural break on the timeline (with a strong political connotation?) between a past, little affected by print culture, and a future, initiator of our contemporary universe. This establishment did not bring about mutations as serious as one would have thought. The printed word was already circulating in the Laurentian colony during the French Regime and its means of production were already accessible, albeit with difficulty. What becomes a fundamental change in 1764 is distance. Indeed, more than the actual arrival of the technological resources on the Laurentian soil, it is their geographical proximity which will gradually transform the world of the Canadian book. To feed this change of perspective concerning the book in early Canada, we propose a study of the means of production and the circulation of the printed book in New France. The absence of local means of production and the import trade of books in the colony make up the two main elements.

Notes

- 1 Afin de prendre la mesure des tendances récentes en histoire du livre et des ambitions prospectives qui motivent le développement de ce champ de recherche, voir les travaux comparatifs dirigés par H.-E. Bödeker et R. Chartier : Hans-Erich Bödeker, dir., *Histoires du livre. Nouvelles orientations* (Paris : IMEC/Maisons des sciences de l'homme, 1995), 504 p.; Roger Chartier, dir., *Histoires de la lecture. Un bilan des recherches* (Paris : IMEC/Maisons des sciences de l'homme, 1995), 283 p.
- 2 Claude Galarneau, «Livre et société à Québec (1764–1859). État de la recherche», dans *L'imprimé au Québec. Aspects historiques (18e-20e siècles)*, sous la direction de Yvan Lamonde (Québec : I.Q.R.C., 1983), 131. Dans la même veine, il vaut de citer la dernière synthèse de l'histoire de la Nouvelle-France à faire allusion aux rapports au livre dans la colonie : «Les objets de culture, décoratifs ou instructifs, étaient profondément empreints des traditions françaises. Souvent même, ils étaient directement importés de la mère patrie. Les missionnaires jésuites commandaient en Europe les tableaux et images dont ils se servaient pour évangéliser les «sauvages» et pour propager la religion catholique. Les rares peintures qui décoraient les églises venaient de France ou avaient été réalisés par des Français. [...] La littérature présente des caractéristiques similaires. Les livres qui ornaient la bibliothèque de quelques grands personnages avaient tous été édités en Europe. [...] Le peuple se contenta de la littérature orale. Les ouvrages de colportage circulaient peu.»; Jacques Mathieu, «Province de France», dans *Histoire du Québec*, sous la direction de Jean Hamelin (Toulouse/Saint-Hyacinthe : Privat/Édisem, 1976), 168.
- 3 L'étude de la pénétration des gazettes des colonies britanniques voisines reste à faire. Il apparaît cependant que les autorités administratives de Nouvelle-France sont à l'affût de l'information en provenance de ces régions, particulièrement en période de conflits militaires. Voir les nombreuses allusions faites à ces gazettes par madame Bégon dans sa correspondance; Claude de Bonnault, éd., *La correspondance de Madame Bégon, 1748–1753* ([s.l.n.é.], [1935]), 58, 59 et 64, par exemple.
- 4 L'historiographie sur l'imprimerie dans les colonies françaises d'Amérique au XVIII^e siècle compte peu de titres. La plus part sont vieux et manquent cruellement d'une vue d'ensemble du phénomène. Voir tout de même : Médéric-Louis-Élie Moreau de Saint-Méry, *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'île de Saint-Domingue*, éd. par Blanche Maurel et Étienne Taillemite (Paris : Société française d'histoire d'outre-mer, 1984), t. 1; Lenis Blanche, «Petite histoire de l'imprimerie et de la presse à la Guadeloupe», dans *Histoire de la Guadeloupe* (Paris : Maurice Lavigne, imprimeur, 1938), 163s.; Roger Philip McCutcheon, *Early Printing in New Orleans* (New Orleans : Searcy and Pfaff, 1929); Le *Detroit Free Press* du 31 juillet 1890 rapporte l'existence d'une presse à imprimer dans les «pays d'en haut» à partir du deuxième tiers du XVIII^e siècle. Cette information est reprise par Douglas C. McMurtrie, en 1931, (*Early Printing in Michigan* (Chicago : s.é., 1931), 17–24) et George Paré, en 1951 (*The Catholic Church in Detroit, 1701–1888* (Detroit : The Gabriel Richard Press, 1951), 677, n. 3). Selon l'informateur du quotidien de Détroit, il existait alors à East Jordan (Charlevoix County) une ancienne presse à imprimer découverte à Cross Village (L'Arbre Croche) où elle aurait été vraisemblablement apportée par le jésuite Pierre Du Jaunay (1704–1780) pour imprimer des textes religieux en langue outaouaise, lequel ouvra auprès des Outaouais de la région du fort Michillimakinac (Mackinaw City, Michigan) de 1735 à 1765. Aucun autre document ne confirme encore cette affirmation.
- 5 Aegidius Fauteux, *L'introduction de l'imprimerie au Canada. Une brève histoire* (Montréal : Compagnie de papier Rolland Limitée, 1957), chapitre 3, p. 9 (trad. de *The Introduction of Printing into Canada : a Brief History* (Montréal : Rolland Paper Company, 1930)).
- 6 Georges-Barthélemi Faribault, *Catalogue d'ouvrages sur l'histoire de l'Amérique et en particulier sur le Canada, de la Louisiane, de l'Acadie et autres lieux [...] (Québec : William Cowan, 1837), 207 p.*

- 7 Les différents ouvrages publiés par Maximilien Bibaud sont révélateurs. En 1853, dans son *Catéchisme de l'histoire du Canada à l'usage des écoles* (Montréal? : s.é., 1853, 115 p.), l'auteur ne fait aucune allusion à l'imprimerie de Brown et Gilmore pour l'année 1764, tandis qu'à la question «Que se passe-t-il en 1778?», il note parmi d'autres événements que «l'imprimerie fut établie en Canada par M. Fleury Mesplet, qui avait exercé son art à Philadelphie, et qui était partisan de l'Angleterre» (p. 65). De même, en 1857, dans son *Dictionnaire historique des hommes illustres du Canada et de l'Amérique* (Montréal? : s.é., 1857, 422 p.), il n'accorde aucune notice à Brown ou à Gilmore, mais fait de Fleury Mesplet le «père de l'imprimerie à Montréal» et de John Neilson, le fondateur de la *Gazette de Québec*. L'année suivante, il inscrit cependant dans sa *Bibliothèque canadienne ou Annales bibliographiques* (Montréal? : s.é., 1858, 56 p.), à l'année 1764 : «L'imprimerie établie à Québec. — Gazette de Québec en anglais et en français»; à l'année 1766–1767 : «Le P. Labrosse, de la Compagnie de Jésus, fait imprimer des livres de prières, catéchismes et alphabets»; puis à l'année 1777 : «L'imprimerie française établie à Montréal» et l'année 1778 : «Gazette Littéraire de Fleury Mesplet».
- 8 Louis-Wilfrid Marchand, *Voyages de Kalm en Amérique* (Montréal : Imprimé par T. Berthiaume, 1880), 2 vol. Traduction effectuée à partir de la traduction anglaise de John Reinhold Forster, publiée à Londres en 1770 et 1771, elle-même une traduction de la version allemande de la version originale suédoise!
- 9 *Ibid.*, vol. II, p. 137. La traduction de Marchand gardera force de référence jusqu'en 1977, année de la parution de la nouvelle traduction de Béthune sous la direction de Rousseau; Jacques Rousseau et Guy Béthune, éd., *Voyage de Pehr Kalm au Canada en 1749* (Montréal : Pierre Tisseyre, 1977), 674 p.
- 10 Le retour à la version originale manuscrite initié par Jacques Rousseau a permis de rétablir le sens du texte. Le passage se lit comme suit : «Il n'existe aucune imprimerie au Canada et on en a jamais fondée nulle part, mais tous les livres viennent de France [. . .];» Rousseau et Béthune, éd., *op. cit.* (1977) fol. 758.
- 11 Biblo [Philéas Gagnon], «Antiquités canadiennes», *Union Libérale* (20 juillet 1888); C.O.G. [Charles-Olivier Gagnon], «Antiquités canadiennes ou les petites choses de notre histoire : L'imprimerie au Canada : Le premier imprimé canadien», *Union Libérale* (28 décembre 1888); Philéas Gagnon, *Essai de bibliographie canadienne* (Québec : Imprimé pour l'auteur, 1895), 2 vol.; Marie Tremaine, *A Bibliography of Canadian Imprints, 1751–1800* (Toronto : University of Toronto Press, 1952), 705 p.; Jean Gagnon, «Notes sur un mandement de Monseigneur de Pontbriand daté du 28 octobre 1759», *Cahiers de bibliologie*, no 1 (1980), 25–28; John Hare et Jean-Pierre Wallot, «Les imprimés au Québec (1760–1820)», dans *L'imprimé au Québec. Aspects historiques (18e-20e siècle)*, sous la direction de Yvan Lamonde (Québec : I.Q.R.C., 1983), 79–125.
- 12 Joseph Navières à Mlle Navières de Deschamps, octobre 1737, dans Ludovic Drapeyron, éd., *Lettres inédites du missionnaire J. Navières sur le Canada (1735–1737)* (Paris : Institut géographique de Paris/Charles Delagrave, 1895), 13.
- 13 Rousseau et Béthune, éd., *op. cit.*, fol. 758.
- 14 Louis-Antoine de Bougainville, «Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France (1757)», dans Roland Lamontagne, éd., *Louis-Antoine de Bougainville. Écrits sur le Canada* (Sillery/Paris : Pélican/Klincksieck, 1993), 99ss.
- 15 Dans les grandes villes du royaume, la prise des importantes collections de livres est laissée aux bons soins des maîtres jurés de la corporation des libraires imprimeurs dont c'est un de leurs privilèges.
- 16 «Inventaire après décès de Guillaume Verrier», Québec, 10 janvier 1759, Archives Nationales du Québec à Québec (ANQQ), *Greffé de Claude Barolet*; «Inventaire après décès de François-Étienne Cugnet», Québec, 31 août 1751, ANQQ, *Greffé de Jean-Baptiste Decharnay*.
- 17 Charles-Honoré Laverdière et Henri-Raymond Casgrain, éd., *Journal des jésuites* (Montréal : Éditions François-Xavier, 1973), 335.

- 18 Louis Tronson à François Vachon de Belmont, [1683]; cité dans Fauteux, *op. cit.*, 1957, chapitre 3, p. 4.
- 19 Président du Conseil de la Marine au marquis de La Jonquière, 4 mai 1749, Archives Nationales du Canada (ANC), *Série B*, vol. 89, fol. 68v. Il ne reste aucune trace de la lettre envoyée par Barrin de La Galissonnière vraisemblablement à la fin du mois de septembre ou au cours du mois d'octobre 1748.
- 20 Fauteux, *op. cit.* (1957) chapitre 3, p. 4.
- 21 ANC, *Série B*, vol. 89, fol. 68v.
- 22 La dernière décennie de la Nouvelle-France voit se multiplier la circulation de pièces imprimées. D'abord et avant tout, les billets imprimés. Réclamés depuis plus de vingt ans par les responsables locaux des finances coloniales, ils visent à se substituer à la monnaie de carte traditionnelle, vulnérable à la falsification en raison de sa facture manuscrite et dont la fabrication mobilise un capital humain important. Puis, apparaissent aussi en plus grand nombre les formulaires imprimés à l'usage de l'administration générale, tels des connaissements, des congés, des quittances d'impôt et autres.
- 23 Jean-Paul de La Grave, *La liberté d'expression en Nouvelle-France (1608–1760)* (Montréal : Édition de Lagrave, 1975), 81–82.
- 24 Voir parmi d'autres Lionel Groulx, *L'enseignement français au Canada*, t. I : *Dans le Québec* (Montréal : Librairie d'action canadienne-française limitée, 1931), 327 p.; Antoine Roy, *Les lettres, les sciences et les arts au Canada sous le régime français* (Paris : Jouve & Cie, 1930), 292 p. Ce discours sur la culture imprimée partage les mêmes figures que celui portant sur l'instruction et l'alphabétisation des colons de Nouvelle-France.
- 25 Rousseau et Béthune, éd., *op. cit.* (1977); fol. 758.
- 26 À fin d'avoir un tableau d'ensemble de la période dans la métropole française, voir Henri-Jean Martin, *Livres, pouvoir et société à Paris au XVII^e siècle* (Genève : Droz, 1969), 695–696; «La prééminence de la librairie parisienne», dans *Histoire de l'édition française*, t. II : *Le livre triomphant, 1660–1830*, sous la direction de Henri-Jean Martin et Roger Chartier (Paris : Fayard/Cercle de la Librairie, 1990), 331–356; Jean Quéniart, «L'anémie provinciale», *ibid.*, 358–372.
- 27 Jane McLeod, «The Bordeaux Book Trade to the West Indies at the End of the Ancien Régime», dans *Bibliographical Foundations of French Historical Studies*, Lawrence J. McCrank, dir. (New York/London : The Haworth Press, 1991), 203–204.
- 28 Joseph-Noël Fauteux, *Essai sur l'industrie au Canada sous le régime français* (Québec, s.é., 1927), 2 vol.; Maurice Filion, *La pensée et l'action coloniale de Maurepas vis-à-vis du Canada (1723–1749)* (Montréal : Leméac, 1972), 459 p.
- 29 Robert Darnton, «Entre l'auteur et le lecteur», *Gens de lettres, gens du livre* (Paris : Odile Jacob, 1992), 224; Jean Quéniart, *L'imprimerie et la librairie à Rouen au XVIII^e siècle* (Paris : Klincksieck, [1969]), 286 p.
- 30 Le paratexte des *canadiana* des XVII^e et XVIII^e siècles est en ce sens révélateur. Il délimite un champs de réception essentiellement régnicole, voire presque exclusivement européen. L'horizon d'attente est défini par les schèmes européens pour un lecteur implicite européen. Cette voie d'analyse mérite de déborder le régime français afin de mieux comprendre les premières manifestations littéraires canadiennes.
- 31 À propos du projet d'impression du *Catéchisme de la Foy et des moeurs chrétiennes* de monsieur de Lantages, établi au séminaire du Puy, Louis Tronson, supérieur de la communauté mère de Paris, signale à l'auteur : «S'il y avoit temps pour les renvoyer ici après qu'ils seront corrigés, avant que de les imprimer, nous aurions cru cela important pour suivre la règle établie, de ne rien imprimer dans les provinces, que quelqu'un des Docteurs nommés par le Roi pour l'examen des livres ne l'eût vu auparavant. Car, quoique l'on pût bien s'en passer en beaucoup d'occasions et sur de certaines matières où il n'y a rien à craindre, il seroit difficile d'y remédier en d'autres plus délicates, à moins que d'en faire une règle générale. [...] Pour l'avenir, nous espérons que vous aurez soin de disposer les choses d'une manière que ce qu'il faudra imprimer soit assez tôt prêt pour

- pouvoir nous l'envoyer avant qu'on imprime [. . .]»; Louis de Tronson à monsieur de Lantages, 25 novembre 1676, dans Louis Bertrand, éd., *Correspondance de monsieur Louis Tronson* (Paris : Librairie Victor Lecoffre, 1904) 4–6.
- 32 Martin, *op. cit.* (1969), t. II, 852ss.
 - 33 Martin, *loc. cit.* (1990), 337.
 - 34 Maurel et Taillemite, éd. *op. cit.* (1984), t. I, 350–352.
 - 35 Ce dépouillement des inventaires anciens est largement redevable à la générosité intellectuelle de Gilles Proulx. En compagnie d'Yvon Desloges, il a dirigé une équipe du Service canadien des parcs (région de Québec) chargée de retracer et de dépouiller tous les inventaires après décès de la capitale de la Nouvelle-France. L'équipe comptait en ses rangs : Louise Déry, Adrienne Labbé, Johanne Lacasse, Rénald Lessard et Gérard Sirois.
 - 36 Aux dires de certains administrateurs, les marchands sont deux fois trop nombreux pour les besoins de la ville; Mémoire de Desautiers à Beauharnois, 1741, ANC, *Série C11A*, vol. 75, 9v.
 - 37 Qu'on me permette de référer à deux travaux antérieurs : François Melançon, «Façonner et surveiller l'intime : lire en Nouvelle-France», dans *Discours et pratiques de l'intime*, sous la direction de Manon Brunet et Serge Gagnon (Québec : I.Q.R.C., 1993), 17–45; François Melançon, «Émergence d'une tradition catholique de lecture au Canada», *Cahiers de la recherche en éducation*, vol. 3, no 3 (1996), 343–362.
 - 38 Voir notamment l'exemple désormais classique de l'Ouest français dont a rendu compte Jean Quéniart, *Culture et société urbaine dans la France de l'Ouest au XVIII^e siècle* (Paris : Klincksieck, 1978), 590 p.
 - 39 McLeod, *loc. cit.* (1991).
 - 40 *ibid.*, 202–211.
 - 41 Il a succédé à l'abbé Montmorency de Laval, nommé évêque *in partibus* de Samos puis évêque en titre de Québec, à l'archevêché d'Évreux, sur la recommandation de ce dernier, et a fréquenté avec les principaux fondateurs du séminaire de Québec l'ermitage de Caen animé par Jean de Bernières. Sur l'appartenance des membres fondateurs du séminaire de Québec aux cercles dévots gravitant autour de la Compagnie du Saint-Sacrement à Paris, voir Louis Chatellier, *L'Europe des dévots* (Paris : Flammarion, 1987), 315 p.; Raoul Allier, *La cabale des dévots, 1627–1666* (Genève : Slatkine reprints, 1970), 448 p. (réimpression de l'édition de Paris, 1902); Alphonse Auguste, *Les sociétés secrètes catholiques du XVII^e siècle et H.-M. Boudon, grand archidiacre d'Evreux* (Paris : Auguste Picard, 1913), 65 p.; Maurice Souriau, *Le mysticisme en Normandie au XVII^e siècle* (Paris : Perrin et Cie, 1923), 411 p.
 - 42 François-Xavier Régnaud Duplessis à ses soeurs, 11 novembre 1738, 25 avril 1740, 28 mars 1742, 22 avril 1744, 14 mars 1746, 25 juin 1748, 9 février 1749, 4 juin 1750, 11 mars 1751, dans Joseph-Edmond Roy, éd., *Lettres du P.F.-X. Duplessis de la Compagnie de Jésus* (Lévis : Mercier & Cie, 1892).
 - 43 André Vachon, «Louis-Guillaume Verrier», *Dictionnaire biographique du Canada* (Québec/Toronto, Presses de l'Université Laval/University of Toronto Press, 1974), vol. III, 701; André Morel, «Mathieu-Benoît Collet», *ibid.* (1969), vol. II, p. 157–158.
 - 44 Voir Nelson-Martin Dawson, *Le paradoxal destin d'un catéchisme à double nationalité : l'histoire du manuel de Monseigneur Languet à Sens et à Québec* (thèse de doctorat, Université Laval, 1989), 2 vol.
 - 45 Benjamin Franklin, *Autobiography*, cité par James Gilreath, «American Book Distribution», dans *Printing and Society in Early America*, sous la direction de William L. Joyce, David D. Hall, Richard D. Brown et John Hench (Worcester (Mass.): American Antiquarian Society, 1983), 116.
 - 46 Elizabeth Eisenstein, *La révolution de l'imprimé dans l'Europe des premiers temps modernes* (Paris, Editions La Découverte, 1991), 356p. (trad. de *The Printing Revolution in Early Modern Europe* (Cambridge: Cambridge University Press, 1983)).